

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2839

13 novembre 2013

SOMMAIRE

20 June S.A.	136233	Manley Investment S.A.	136239
Abano Sàrl	136270	Manta Ray Partners S.A.	136236
Am Neie Keller Sàrl	136270	Mantra Management	136239
Arran Investment S.à r.l.	136271	Marcami S.A.	136240
Baffin (Luxembourg) S.à r.l.	136240	«MARC MICHELS ARCHITECTES», so- ciété à responsabilité limitée	136236
Baltic Professional Investment S.A.	136241	Mare Giallo S.à r.l.	136238
Challenger Public Relations S.à r.l.	136257	Marman S.A.	136239
Cogilux S.A.	136241	Marriott RHG Acquisition B.V.	136239
Combourg S.A.	136241	Matériaux du Nord S.A.	136240
DdC Consulting S.à r.l.	136241	Matterhorn Fund	136227
Delta Information Technologies S.A.	136240	MC International S.A.	136272
DHC Luxembourg V S.à r.l.	136272	Mecatherm Guarantco S.à r.l.	136236
Dorel Luxembourg	136241	M. Meert & Cie	136226
Espirito Santo Control S.A.	136226	Mobile Clearinghouse Network	136240
Eurocash-Fund	136236	NBIM Louis S.à r.l.	136242
Farton Holdings S.A.	136265	NBIM LS 1 S.à r.l.	136242
Farton S.A.	136265	NBIM LS 2 S.à r.l.	136242
FIFTH CINVEN Fund	136226	NBIM LS 3 S.à r.l.	136242
Impulse	136226	NBIM LS 4 S.à r.l.	136242
Labolux S.A.	136237	NBIM LS 5 S.à r.l.	136242
Le Comptoir du Pain S.A.	136237	NBIM LS 6 S.à r.l.	136242
Lem Gestion et Financement S.A.	136237	Oil Finance, SA SPF	136227
Lemyan Investments S.à r.l.	136237	Reig Capital Group S.à r.l.	136272
Liberté Marques S.à r.l.	136249	Secure Industries S.A.	136233
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A.	136237	SOS - Aer Hëllef doheem	136271
Luxmin Trade S.A.	136238	Strapég S.A.- SPF	136227
Luxunion S.A.	136238	TAM Investment Funds	136229
Magnolia Source S.à r.l.	136239	UBAM	136229
Malawi S.A.	136238	W & W International Funds	136233
ManCo1 Holding PE S.C.A.	136238		

Espirito Santo Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 13.634.

Les actionnaires de la Société sont par la présente invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui sera tenue le 29 novembre 2013 à 10 heures du matin, exceptionnellement à Rua de São Bernardo n 62 à Lisbonne, afin de se prononcer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Analyse et clarification des questions sur le bilan et les comptes de la Société pour l'année 2012 posées par Monsieur Pedro Mendonca De Queiroz Pereira et par Cimigest, SGPA SA;
2. Déclarations et prises de position sur le point 1 de l'agenda;
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013156400/16.

Impulse, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 67.083.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 2 décembre 2013 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013156405/534/16.

FIFTH CINVEN Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion signé le 23 septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2013.

Pour la société

Cinven Manco S.à r.l.

Référence de publication: 2013155215/11.

(130190247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2013.

M. Meert & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 153.703.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

Monsieur Mathias Meert, Associé commandité et Gérant de la société émarginée a changé d'adresse et est désormais domicilié au Hekers 50, 9052 Zwijnaarde (Belgique).

Pétange, le 16/09/2013.

Référence de publication: 2013140710/11.

(130170971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Strapég S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 66.846.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 2 décembre 2013 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 30 septembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013156406/18.

Oil Finance, SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 45.429.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social, en date du 3 décembre 2013 à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés aux 30 septembre 2012 et au 30 septembre 2013;
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire afférent aux exercices clôturés le 30 septembre 2012 et le 30 septembre 2013;
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant les exercices clôturés le 30 septembre 2012 et le 30 septembre 2013;
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours des exercices clôturés le 30 septembre 2012 et le 30 septembre 2013;
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C. pour les exercices clôturés au 30 septembre 2012 et au 30 septembre 2013;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013156404/1004/21.

Matterhorn Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 89.445.

Le conseil d'administration de la Société a l'honneur de vous informer par la présente que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 4 novembre 2013 n'a pu valablement délibérer sur la fusion de la Société avec NOVA SICAV, faute de quorum.

Par conséquent, les actionnaires de la Société sont invités à une nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(l'«AGE») qui se tiendra le 16 décembre 2013 à 17h30 (heure de Luxembourg), au 2, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, afin de délibérer et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Approbation de la fusion de la Société avec NOVA SICAV, une société anonyme qualifiant de société d'investissement à capital variable soumise à la Partie II de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée, ayant son siège social au 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg ("NOVA SICAV"),

tel que décrit dans la lettre du conseil d'administration de la Société datée 3 octobre 2013 (ou toute date ultérieure décidée par deux administrateurs de la Société) et, en particulier, après avoir entendu:

- (i) le rapport du conseil d'administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg le 3 octobre 2013 ou à toute autre date à déterminer par deux administrateurs de la Société et déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg;
- (ii) les rapports audités prévus par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la " Loi de 1915 "), préparés par Deloitte Audit pour la Société et pour NOVA SICAV;
 - a. approbation de la fusion telle que détaillée dans le projet commun de fusion;
 - b. détermination du 18 décembre 2013 ou de toute autre date que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société décidera, sur proposition du président (cette date ne peut pas être plus tard que 6 mois après la date de l'assemblée générale extraordinaire), comme date effective de la fusion (la «Date Effective»);
 - c. décision qu'à la Date Effective de la fusion, les avoirs et engagements (les " Avoirs ") de la Société seront automatiquement transférés à NOVA SICAV, tel que détaillé dans le projet commun de fusion;
 - d. décision qu'à la Date Effective, NOVA SICAV émettra aux actionnaires de la Société des actions dans la classe appropriée de NOVA SICAV, tel que détaillé dans le projet commun de fusion; et
 - e. déclaration que, comme résultat de la fusion, la Société cessera d'exister à la Date Effective et que toutes les actions en émission seront annulées.

Les documents suivants doivent être à la disposition des actionnaires pour inspection et des copies peuvent être obtenues sans frais au siège social de la Société :

- 1) Projet commun de fusion ;
- 2) Avis aux actionnaires sur l'objectif et les conséquences de la fusion ;
- 3) Rapports audités sur la fusion émis par Deloitte Audit pour la Société et pour NOVA SICAV conformément à l'article 266 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ;
- 4) Rapports sur la fusion établis par le conseil d'administration de la Société et de NOVA SICAV ;
- 5) Bilans audités de la Société pour les années sociales se terminant le 31 décembre 2010, le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012 et bilans audités pour NOVA SICAV pour les années sociales se terminant le 31 décembre 2010, le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012;
- 6) Rapport semi-annuel au 30 juin 2013 de la Société et rapport semi-annuel au 30 juin 2013 de NOVA SICAV ; et
- 7) Dernier prospectus en vigueur de la Société et de NOVA SICAV et dernier projet de prospectus de NOVA SICAV.

Aucun quorum n'est requis pour l'AGE qui pourra valablement délibérer quelle que soit la portion du capital représentée. La résolution unique sera adoptée si elle est approuvée par une majorité de deux-tiers des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Si vous ne pouvez pas assister personnellement à l'AGE et que vous souhaitez être représenté, vous pouvez nommer un mandataire qui votera pour vous. Un mandataire ne doit pas être actionnaire de la Société mais peut assister à la réunion en personne pour vous représenter. A moins que la procuration ne soit expressément révoquée, toute procuration reçue pour l'assemblée générale extraordinaire du 4 novembre 2013 restera valable pour l'AGE.

Des formulaires de procuration sont disponibles, sur demande, au siège social de la Société.

Afin d'être valable, la procuration complétée et signée devra être envoyée au siège social de la Société à l'attention de Madame Véronique Jean (par fax au 00 352 24 88 84 07 ou par e-mail v.jean@bpere.eu) avant le 16 décembre 2013 à 15 heures (heure de Luxembourg) au plus tard.

La soumission d'une procuration ne vous empêche pas de participer et de voter à l'AGE si vous le souhaitez. Si vous souhaitez assister à la réunion, vous n'avez pas besoin de renvoyer une procuration, mais une notification de votre présence sera appréciée.

Vous pouvez demander le rachat des actions que vous détenez actuellement dans la Société, sans frais, jusqu'au

16 décembre 2013 à 16 heures (heure de Luxembourg) en envoyant une demande de rachat au siège social de la Société, conformément aux dispositions du dernier prospectus visé de la Société.

Si vous avez des questions sur le projet de fusion ou souhaitez avoir plus d'informations, veuillez contacter Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, au numéro suivant 00 352 24 88 22 34 ou votre agent local.

Pour le conseil d'administration.

UBAM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 35.412.

Les actionnaires de UBAM étaient convoqués à une Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 22 octobre 2013 au domicile de la société et le quorum requis ne fut pas rempli. Les actionnaires sont donc invités à assister à la

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *16 décembre 2013* à 14h30 au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Approbation des modifications suivantes à apporter aux statuts coordonnés datés du 19 décembre 2011:

1. Modification de l'article 6 pour y intégrer la possibilité de règlement du prix de souscription par un apport en nature;
2. Modification de l'article 21 pour y intégrer la possibilité de remboursement en nature des actions de la Société en cas de rachat;
3. Modification de l'article 23 pour y intégrer la possibilité pour le Conseil d'Administration d'ajuster la valeur nette d'inventaire aux conditions fixées dans le prospectus afin de préserver les investisseurs existants de la Société des effets négatifs liés aux différentiels éventuels entre les cours de négociation et de valorisation des investissements et/ou aux coûts de transactions lors de souscriptions et/ou rachats reçus pour un Jour d'Evaluation donné;
4. Modification de l'article 27 afin d'y supprimer la mention d'UBAM International Services en tant que société de conseil en investissement;
5. Modification de l'article 28 afin de simplifier la description du processus de décision en cas de fusion avec un autre organisme de placement collectif gouverné par la partie I de la Loi de 2010 ou un autre organisme de placement collectif soumis à la directive 2009/65/CE;
6. Modifications stylistiques et formelles / Corrections orthographiques et grammaticales;
7. Divers

Les décisions concernant les points à l'ordre du jour ne requièrent pas de quorum. Les décisions seront prises à la majorité des 2/3 des actions présentes ou représentées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

Les actionnaires peuvent assister à l'Assemblée en personne ou se faire représenter. Une procuration peut être demandée au siège social de la société. Si le signataire est une société, la procuration doit être signée par un représentant légal de la société. L'envoi d'une procuration dûment remplie et signée n'empêche pas l'actionnaire de participer en personne à l'Assemblée et d'y voter.

Les actionnaires qui ne peuvent pas assister en personne à l'Assemblée sont invités à envoyer une procuration dûment remplie et signée avant 17:00 heures le 13 décembre 2013 à l'attention de Isabelle Asseray, UBP Asset Management (Europe) S.A., 287-289 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Fax : (+352) 228 007 221. Les procurations reçues après cette échéance ne seront pas prises en compte.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, les actionnaires, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le Conseil d'administration de UBAM.

Référence de publication: 2013156403/755/40.

TAM Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 150.849.

I. Extraordinary General Meeting of Shareholders

We hereby invite you as shareholder of the Company to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company which will be held on *6 December 2013*, at 14h (Luxembourg time), at 8, Rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Decision on the Merger by absorption;
2. Approval of the terms of merger;
3. Decision on the effective date of the Merger;
4. Dissolution of the Company
5. Decision on where the corporate books, the financial statements and the documents of the Company will be kept;
6. Miscellaneous.

Voting requirements

The quorum required is at least fifty (50) % of the share capital of the Company and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two-thirds of the votes cast at the meeting. If the quorum is not reached, a second extraordinary general meeting of shareholders will be convened which can deliberate and vote irrespective of the portion of the Company's share capital which is present or represented.

Form of Proxy

If you are unable to attend the meeting in person, you may submit the signed proxy, which you find enclosed hereto, by mail to the Company's registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg or by facsimile at +352-47 67 84 07 or by e-mail at laetitia.boeuf@caceis.com. Such proxy must arrive at the Company's registered office by mail, facsimile or e-mail not later than 5 December 2013.

II. Information relating to the Merger

The board of directors of the Company (the "Board of Directors") has decided, in compliance with Article 1 (20)a and Chapter 8 of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law"), to effect a merger by absorption (the "Merger") as of 13 December 2013 (the "Effective Date") of the sub-fund "TAM Investment Funds - Multi Cap Equity" (the "absorbed Sub-Fund") into a newly-launched sub-fund of Falcon Fund SICAV named "Falcon Fund SICAV - Falcon North American Value Fund" (the "absorbing Sub-Fund").

General information

Falcon Fund SICAV is a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg in the form of an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) pursuant to Part I of the 2010 Law under the form of an umbrella fund registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number R.C.S. Luxemburg B 84.227.

With effect as of the Effective Date, all of the assets and liabilities of the absorbed Sub-Fund will be transferred into the absorbing Sub-Fund, the absorbed Sub-Fund will cease to exist and the Company will subsequently be dissolved.

The Merger shall become effective and final between the merging companies and vis-à-vis third parties as from the Effective Date.

Rationale for the Merger

The Merger is intended to proceed to an economical rationalization, to realize synergetic effects and to improve the operating efficiency of the absorbed Sub-Fund through capital growth and thereby reduce costs to investors.

Impact of the Merger on the shareholders

The number of shares of the absorbing Sub-Fund to be issued will be determined on 13 December 2013 based on the net asset values of the respective classes of the absorbed Sub-Fund as per 12 December 2013. The initial issue price of the shares of the absorbing Sub-Fund shall be USD 100. The share class R USD of the absorbed Sub-Fund as well as the share class I USD of the absorbed Sub-Fund will be converted into shares of the share class T USD of the absorbing Sub-Fund; such conversions will be effected at the respective conversion rates determined on 13 December 2013. Fractional shares will be issued up to three (3) decimals.

Shareholders of the absorbed Sub-Fund who do not agree with the Merger may request the redemption of all or a part of their shares at the applicable net asset value of the relevant shares of the absorbed Sub-Fund without any redemption charges (except for any transaction costs incurred by the absorbed Sub-Fund in effecting redemptions during the thirty (30) calendar days following the date of publication of this notice to shareholders). This right will expire five (5) business days before the date of calculation of the respective share conversion rates. The Merger will be binding on the remaining investors in the absorbed Sub-Fund after this deadline. Those shareholders of the absorbed Sub-Fund who vote against the Merger proposal or who abstain to vote within the relevant time become automatically shareholders of the absorbing Sub-Fund.

The following table illustrates the main differences between the merging sub-funds:

TAM Investment Funds - Multi Cap Equity	Falcon Fund SICAV - Falcon North American Value Fund
- absorbed Sub-Fund	- absorbing Sub-Fund
Reference currency of the Sub-Fund: US Dollar (USD)	Reference currency of the Sub-Fund: US Dollar (USD)
Relevant share class: R USD I USD N.A.	Relevant share class: T USD
Yield policy: All share classes of this Sub-Fund are accumulation	Yield policy: All share classes of this Sub-Fund are accumulation

share classes.

SRRI:

R USD - 6

I USD - 6

Form of shares:

Registered Shares.

Subscriptions and Redemptions:

- Subscription fee of max. 5%;
- No redemption fee applicable;
- Redemption in kind applicable;
- Swing pricing applicable.

Cut-off time:

The cut-off time is as of 4 p.m. Luxembourg time on every Valuation Day.

Stock exchange listing:

The listing on stock exchanges is possible.

Fees:

Fees of the custodian: 0,03%;

Fees for the Management Company: up to 0,04% p.a. of the net assets of the absorbed Sub-Fund;

Fees of Investment Manager:

- 1,00% p.a. of the net assets of share class I;
- 1,80% p.a. of the net assets of share class R.

No performance fee applicable.

Services providers:

Promotor: Tocqueville Asset Management L.P.;

Central administration: CACEIS Bank Luxembourg S.A.;

Management company: MDO Management Company S.A.;

Distributor: n.a.;

Auditor: KPMG S.à r.l.

share classes.

SRRI:

T USD - 6

Form of shares:

Registered Shares.

Subscriptions and Redemptions:

- Subscription fee of max. 2%;
- No redemption fee applicable;
- No redemption in kind applicable;
- No swing pricing applicable.

Cut-off time:

The cut-off time is as of 2.30 p.m. Luxembourg time on every Valuation Day.

Stock exchange listing:

The listing on stock exchanges is possible.

Fees:

Fees of the custodian: 0,04%;

Fees for the Management Company: up to 0,30% p.a. of the net assets of the absorbing Sub-Fund;

Fees of Investment Manager:

- Max. 80 bsp. p.a. for the share classes T.

No performance fee applicable.

Service providers:

Promotor: Falcon Private Bank Ltd.;

Central administration: RBC Investor Services Bank S.A.;

Management company: Falcon Fund Management (Luxembourg) S.A.

Distributor: Falcon Private Bank Ltd.;

Auditor: PricewaterhouseCoopers S.C.

After the Effective Date, the absorbing Sub-Fund will retain the same investment objective and policy as the absorbed Sub-Fund. In addition, the absorbing Sub-Fund is expected to bear lower total fees, costs and other charges than those borne by the absorbed Sub-Fund.

It is not intended to proceed with a rebalancing of the portfolio of the absorbed Sub-Fund.

Outside of Luxembourg, the tax treatment applicable to shares of the absorbing Sub-Fund may be different from the tax treatment applicable to shares of the absorbed Sub-Fund prior to the Merger, so shareholders should seek the advice of a tax expert in respect to the Merger.

Specific rights of the shareholders in respect of the Merger

Redemption and conversion of shares

The issue of shares of the absorbed Sub-Fund will cease on 5 November 2013 (inclusive). Hence, applications for subscriptions may be submitted to the absorbed Sub-Fund through 4 November 2013, 4 p.m. The last day for redemption of shares of the absorbed Sub-Fund will be on 5 December 2013, which means that investors may apply for redemption through 5 December 2013, 4 p.m.

The absorbed Sub-Fund's investors who have not proceeded with the redemption of their shares by the above-mentioned deadline will have their shares of the share class R USD of the absorbed Sub-Fund as well as their shares of the share class I USD of the absorbed Sub-Fund converted into shares of the share class T USD of the absorbing Sub-Fund at the respective share class conversion rates determined on the effective date of the Merger. No subscription fee will be levied by the absorbing Sub-Fund on the conversion of shares.

Since the absorbing Sub-Fund is newly-created for purposes of the Merger, no net asset value of the absorbing Sub-Fund will exist prior to the Merger.

Calculation method of the share class conversion rates

The conversion rates between shares of the absorbed Sub-Fund and shares of the absorbing Sub-Fund will be calculated on the basis of the net asset values of the respective share classes of the absorbed Sub-Fund on 13 December 2013. The net asset values as of 12 December 2013 will be verified and approved by the independent auditor of the absorbed Sub-Fund.

Valuation of the assets

For purposes of determining the share class conversion rates, the assets and liabilities of the absorbed Sub-Fund will be evaluated in accordance with the provisions contained in the prospectus of TAM Investment Funds.

Costs of the Merger

Any fees relating to the preparation and implementation of the Merger will be borne by Falcon Fund Management (Luxembourg). Such costs will not be included in the calculation of the net asset values of the absorbed Sub-Fund.

Report of the auditor

Pursuant to Article 71 of the 2010 Law, TAM Investment Funds will appoint for the absorbed Sub-Fund its current independent auditor, KPMG S.à r.l. The latter will verify the criteria adopted for the valuation of the assets and liabilities, the calculation method of the share class conversion rates as well as the actual conversion rates on the date the respective share class conversion rates are determined. A copy of the auditor's report will be made available to the shareholders at the registered office of TAM Investment Funds, on demand and without charge.

Custodian

The letter of acknowledgement according to Article 70 of the 2010 Law of the custodian bank of the Company as well as of the custodian bank of the Falcon Fund SICAV may be consulted during usual business opening hours at the registered office of the Company and of the Falcon Fund SICAV.

Implementation and effective date of Merger

The Effective Date of the Merger, (i.e. 13 December 2013), will be set by a resolution of the board of directors of Falcon Fund SICAV and by resolutions of the shareholders of TAM Investment Funds. However, if the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company to be held in order to approve the Merger do not reach the required quorum, the extraordinary general meeting of shareholders shall be reconvened and the Merger shall become effective at such later date as determined by the shareholders of the Company and by the board of directors of Falcon Fund SICAV. The shareholders of the Company will be informed about the outcome of the resolution of the extraordinary general meeting of the Company's shareholders regarding the Merger by way of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations or a Luxembourg newspaper.

Additionally, such date is the date as from which the economic activities of the absorbed Sub-Fund will be taken over by the absorbing Sub-Fund.

With effect as of the Effective Date, the Merger will result in the shareholders of the absorbed Sub-Fund becoming shareholders of the absorbing Sub-Fund. Instead of shares in the absorbed Sub-Fund, they will hold shares of the absorbing Sub-Fund.

The shareholders of the absorbed Sub-Fund may request the redemption of their shares through 5 December 2013. The redemption of shares will be free of any charges for the shareholders of the absorbed Sub-Fund (except for any transaction costs incurred by the absorbed Sub-Fund in effecting redemptions).

With effect as of the Effective Date, (i.e. 13 December 2013), the absorbed Sub-Fund will cease to exist and thus, the Company will be dissolved. The net asset value of the absorbed Sub-Fund will be calculated and published for the last time as per 12 December 2013.

The Merger has been approved by the Luxembourg supervisory authority, the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF").

The absorbing Sub-Fund shall be reflected in an updated version of the prospectus of Falcon Fund SICAV to be dated December 2013. Such prospectus, as well the last annual and semi-annual reports of Falcon Fund SICAV will be available at the registered office of Falcon Fund SICAV.

The shareholders of the absorbed Sub-Fund shall be advised of the fact that an up-to-date version of the key investor information documents (KIIDs) of the absorbing Sub-Fund will be available at the registered office of Falcon Fund SICAV as well as on the following homepage: www.falconpb.com. Investors of the absorbed Sub-Fund are invited to take knowledge of such KIIDs in order to be aware of the consequence due to the Merger.

Luxembourg, 5 November 2013.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013152166/184.

20 June S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 77.501.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 novembre 2013 à 10h00 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décharge au Conseil d'Administration pour la convocation de l'assemblée générale ordinaire à une autre date que la date statutaire;
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes;
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012, affectation des résultats;
4. Délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013150885/1017/18.

W & W International Funds, Fonds Commun de Placement.

Durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft LRI Invest S.A. und mit Zustimmung der Depotbank M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. wurde der Teilfonds W&W INTERNATIONAL FUNDS - Global Strategie ("Fonds") zum 11. Oktober 2013 ("Auflösungsdatum") gemäß Art. 13 des Verwaltungsreglements aufgelöst, da sämtliche Anteilnehmer ihre Anteile zurückgegeben haben. Der Nettoinventarwert pro Fondsanteil wurde letztmalig für den 11. Oktober 2013 berechnet. Der Fonds verfügt zum Zeitpunkt der Liquidation über keine ausstehenden Anteile.

Die Liquidationserlöse wurden vollständig an die Anteilhaber ausgezahlt, demzufolge war eine Übertragung an die Caisse de Consignation nicht erforderlich. Das Liquidationsverfahren wurde abgeschlossen.

Munsbach, im November 2013.

Die Verwaltungsgesellschaft LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013156402/2501/12.

Secure Industries S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix.
R.C.S. Luxembourg B 180.439.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of October.

Before Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Maître Serge ZEIEN, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

acting as the representative of the board of directors of Secure Industries SA (the Board) pursuant to the resolutions of the Board dated 7 October 2013 (the Resolutions).

An excerpt of the minutes of the Resolutions signed *in varietur* by the appearing person and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person has requested the undersigned notary to record the following statements:

1. Secure Industries SA (the Company) has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 13 September 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2470 of 5 October 2013. The articles of association of the Company (the Articles) have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary on 4 October 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2568 of 16 October 2013.

2. Pursuant to article 5 of the Articles, the authorised share capital of the Company is set at EUR 700,000,000 (seven hundred million euro) represented by a maximum of 100,000 (one hundred thousand) A Shares, and a maximum of 600,000 (six hundred thousand) B Shares, each having a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro).

3. Pursuant to the Resolutions and in accordance with the Articles, the Board has resolved (i) to increase the share capital of the Company by EUR 335,429,000 (three hundred thirty-five million four hundred twenty-nine thousand euro) in order to raise it from its current amount of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) to EUR 335,460,000 (three hundred thirty-five million four hundred sixty thousand euro) and (ii) to cancel the preferential subscription right of the existing shareholder(s) of the Company.

4. The share capital increase of the Company has been subscribed and paid up as follows:

(A) Guardian Segur S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9B, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B168659, qualifying as a securitisation vehicle (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the Securitisation Act 2004), acting in respect of its compartment called "Compartment 1", has subscribed to 35,429 (thirty-five thousand four hundred twenty-nine) A Shares which have been fully paid up by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 35,429,000 (thirty-five million four hundred twenty-nine thousand euro) (the Cash Payment).

The Cash Payment has been allocated in its entirety to the nominal share capital of the Company.

The aggregate amount of EUR 35,429,000 (thirty-five million four hundred twenty-nine thousand euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, and the notary expressly bears witness to it.

(B) Allgemeine Gesellschaft für Verbriefung S.A., a public limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9B, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B110746 and qualifying as a securitisation vehicle within the meaning of the Securitisation Act 2004, acting in respect of its compartment called "Compartment 18" has subscribed to 300,000 (three hundred thousand) B Shares which have been fully paid up by way of a contribution in kind consisting of 335,000 (three hundred thirty-five thousand) Guardian Segur Compartment 2 Alegra Index Linked Registered Notes issued by Guardian Segur S.A., acting in respect of its compartment called "Compartment 2" (the Notes) with an aggregate value EUR 335,000,000 (three hundred thirty-five million euro) (the Contribution in Kind).

The Contribution in Kind has been allocated as follows:

(i) the amount of EUR 300,000,000 (three hundred million euro) has been allocated to the nominal share capital of the Company; and

(ii) the amount of EUR 35,000,000 (thirty-five million euro) has been allocated to the legal reserve account of the Company.

The Company is registered as owner of the Notes in the register of holders of Notes kept by Guardian Segur S.A., in its capacity as issuer of the Notes. Evidence of the foregoing has been given to the undersigned notary, and the notary expressly bears witness to it.

Pursuant to articles 26-1 and 32-1 (5) of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, a report on the Contribution in Kind has been prepared by Van Cauter - Snauwaert & Co S.à r.l. with registered office at 80, rue des Romains L-8041 Strassen, as independent audit firm (cabinet de révision agréé) (the Report), which states that:

"Based on our review performed as described before, nothing has come to our attention that causes us to believe that the total value of the contribution in kind does not correspond at least to the number and the nominal of the shares to be created in counterpart."

The Report, after having been initialled *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

5. As a consequence of the above share capital increase the first paragraph of article 5 of the Articles shall read from now on as follows:

"The share capital is set at EUR 335,460,000 (three hundred thirty-five million four hundred sixty thousand euro) represented by 35,460 (thirty-five thousand four hundred sixty) class A shares (the A Shares) and 300,000 (three hundred thousand) class B shares (the B Shares), having a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro) each, which are fully paid up (the A Shares and the B Shares are collectively referred to as the shares)."

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of deviations between the English text and the French text, the English text will prevail.

After reading the present deed to the appearing person, the said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trentième jour d'octobre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

Maître Serge ZEIEN, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Agissant en tant que représentant du conseil d'administration de Secure Industries SA (le Conseil d'Administration) conformément aux résolutions du Conseil d'Administration en date du 7 octobre 2013 (les Résolutions).

Un extrait du procès-verbal des Résolutions signé ne varietur par le comparant et le notaire restera annexé au présent acte et sera présenté au même moment aux autorités de l'enregistrement.

Le comparant, agissant en la qualité susmentionnée, prie le notaire d'acter ce qui suit:

1. Secure Industries SA (la Société) a été constituée le 13 septembre 2013 par un acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2470 du 5 octobre 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné du 4 octobre 2013, modifications qui à la date d'aujourd'hui n'ont pas encore été publiées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. En application de l'article 5 des Statuts le capital autorisé de la Société est établi à EUR 700.000.000 (sept cent millions d'euros) représenté par un maximum de 100.000 (cent mille) Actions A, et un maximum de 600.000 (six cent mille) Actions B, chacune ayant une valeur nominale de EUR1.000 (mille euros).

3. Suite aux Résolutions et en conformité avec les Statuts, le Conseil d'Administration a décidé (i) d'augmenter le capital social de la Société de EUR 335.429.000 (trois cent trente-cinq millions quatre cent vingt-neuf mille euros) de sorte à ce qu'il soit augmenté de sa valeur actuelle de EUR 31.000 (trente et un mille euros) à EUR 335.460.000 (trois cent trente-cinq millions quatre cent soixante mille euros) et (ii) de supprimer les droits préférentiels de souscription des actionnaires existants de la Société.

4. L'augmentation du capital social de la Société est souscrite et payée comme suit:

(A) Guardian Segur S.A., une société anonyme constituée et existant d'après les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse au 9B, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B168659, qualifiée de société de titrisation au sens de la loi luxembourgeoise du 22 Mars 2004 sur la titrisation, telle que modifiée (la Loi Titrisation 2004), agissant pour le compte de son compartiment appelé "Compartiment 1", a souscrit à 35.429 (trente-cinq mille quatre cent vingt-neuf) Actions A, entièrement libérées par voie de paiement en espèces du montant de EUR 35.429.000 (trente-cinq millions quatre cent vingt-neuf mille euros) (le Paiement en Espèces).

Le Paiement en Espèces a été alloué dans son entièreté au capital social souscrit de la Société.

Le montant de EUR 35.429.000 (trente-cinq millions quatre cent vingt-neuf mille euros) est à la disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate expressément.

(B) Allgemeine Gesellschaft fur Verbriefung S.A., une société anonyme incorporée et existant d'après les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse au 9B, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B110746, tombant sous la qualification de société de titrisation au sens de la Loi Titrisation 2004, agissant pour le compte de son compartiment appelé "Compartiment 18" a souscrit à 300.000 (trois cent mille) Actions B entièrement libérées par voie d'apport en nature de 335.000 (trois cent trente-cinq mille) Guardian Segur Compartiment 2 Alegria Index Linked Registered Notes émises par Guardian Segur S.A., agissant pour le compte de son compartiment appelé "Compartiment 2" (les Obligations) ayant une valeur de EUR 335.000.000 (trois cent trente-cinq millions d'euros) (l'Apport en Nature).

L'Apport en Nature a été alloué comme suit:

(i) le montant de EUR 300.000.000 (trois cent millions d'euros) a été alloué au capital social souscrit de la Société; et

(ii) le montant de EUR 35.000.000 (trente-cinq millions d'euros) a été alloué au compte de la réserve légale de la Société.

La Société est enregistrée comme propriétaire des Obligations dans le registre des obligataires tenu par Guardian Segur S.A., en sa capacité d'émetteur des Obligations. La preuve de ce qui précède ayant été fournie au notaire soussigné, ce dernier en prend acte de manière expresse.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, un rapport relatif à la Contribution en Nature a été préparé par Van Cauter - Snauwaert & Co S.à r.l., dont l'adresse est au 80, rue des Romains L-8041 Strassen, en tant que cabinet de révision agréé (le Rapport), qui dit ce qui suit:

"En se basant sur notre revue effectuée comme décrit ci-avant, rien n'a éveillé notre attention qui nous fait penser que la valeur de l'apport en nature ne correspond pas au nombre et à la valeur des actions créées en contrepartie."

Le Rapport, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire soussigné, est attaché au présent acte et est enregistré au même titre auprès de l'autorité d'enregistrement.

5. En conséquence de l'augmentation du capital social, le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts est modifié comme suit:

"Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 335.460.000 (trois cent trente-cinq millions quatre cent soixante mille euros) représenté par 35.460 (trente-cinq mille quatre cent soixante) actions de catégorie A (les Actions A) et 300.000 (trois cent mille) actions de catégorie B (les Actions B), ayant une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune, entièrement souscrites (les Actions A et les Actions B sont collectivement dénommées les actions)."

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête du comparant, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. À la requête du même comparant, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au comparant, ledit comparant a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Zeien, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 31 octobre 2013. Relation: RED/2013/1835. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 06 novembre 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013155599/151.

(130190280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2013.

Eurocash-Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

Der Verwaltungsrat der EUROCASH-FUND, Société d'Investissement à Capital Variable, hat am 7. Oktober 2013 infolge von ständig rücklaufigen Volumen für die Teilfonds EUROCASH-FUND Money Plus (Aktienklasse A: ISIN: LU0065128877; WKN: 974882; Aktienklasse B: ISIN: LU0047997399; WKN: 974634), EUROCASH-FUND Liquid \$ (Aktienklasse A: ISIN: LU0065128448; WKN: 974883; Aktienklasse B: ISIN: LU0060812749; WKN: 974643) sowie EUROCASH-FUND X (Aktienklasse A: ISIN: LU0270136608; WKN: A0LB49) - (der "Teilfonds") - wodurch diese ein Volumen erreicht haben, die eine wirtschaftlich sinnvolle und effiziente Verwaltung der Vermögenswerte der Teilfonds nicht mehr gewährleisten - die Auflösung der Teilfonds zum 7. Oktober 2013 und Liquidation des Teilfonds zum 22. Oktober 2013 beschlossen.

Die Anteilausgabe und -rücknahme für die Teilfonds werden mit Wirkung zum Tag der Beschlussfassung eingestellt.

Die Liquidationskosten werden am 10. Oktober 2013 dem Teilfondsvermögen belastet.

Die Neufassung des Verkaufsprospekts ist ab sofort bei der Gesellschaft, der Depotbank sowie den Zahlstellen kostenlos erhältlich.

Luxemburg, im Oktober 2013.

EUROCASH-FUND.

Référence de publication: 2013156401/1999/18.

Mecatherm Guarantco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 171.697.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140722/9.

(130171954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Manta Ray Partners S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 156.367.

Par la présente, je dénonce le contrat de domiciliation ainsi que le siège social de la S.A. MANTA RAY PARTNERS et ce, à dater de ce jour.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

A. KRONSHAGEN.

Référence de publication: 2013140730/9.

(130171482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

«MARC MICHELS ARCHITECTES», société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3588 Dudelange, 1, rue de Lauenburg.

R.C.S. Luxembourg B 138.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140732/9.

(130171476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Le Comptoir du Pain S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 19, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 56.618.

Dépôt rectificatif concernant le dépôt L130114806 du 10/07/2013

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013140690/12.

(130171168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Lem Gestion et Financement S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 55.371.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013140691/11.

(130171155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Lemyan Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 102.456.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LEMYAN INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013140692/11.

(130171880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 8.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Cette mention vient en complémentaires du dépôt L130061766 du 19 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140704/10.

(130171558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Labolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4306 Esch-sur-Alzette, 97, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 137.855.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013140689/10.

(130171615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Luxmin Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3332 Fennange, 2, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 66.069.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07/10/2013.

Référence de publication: 2013140707/10.

(130171295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

ManCo1 Holding PE S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 179.302.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 08 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140716/10.

(130171971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Luxunion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 4.906.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013140708/11.

(130171166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Malawi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 66, boulevard Napoléon Ier.
R.C.S. Luxembourg B 140.349.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-2210 Luxembourg, le 07 mai 2013.

Conseil d'administration

Référence de publication: 2013140728/11.

(130171839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Mare Giallo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 164.737.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013140718/12.

(130171958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Marriott RHG Acquisition B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 141.245.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 17 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 octobre 2013.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2013140720/13.

(130171375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Magnolia Source S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.144.956,60.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 153.266.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de la société mère «Source Photonics Holdings (Cayman) Limited» ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013140727/11.

(130171571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Manley Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 134.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140729/9.

(130172082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Marman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 109.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013140735/11.

(130171103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Mantra Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 162.859.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} Août 2011 au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013140731/11.

(130171396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Mobile Clearinghouse Network, Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 152.215.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 17 janvier 2013

L'Assemblée générale a décidé de fixer le nombre d'administrateur à quatre et a décidé de nommer comme nouvel administrateur de la société Monsieur Angelo ZITO, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, pour une durée de trois ans, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140749/12.

(130171032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Matériaux du Nord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 62, Gédgerweeg.
R.C.S. Luxembourg B 97.191.

—
Der individuelle Jahresabschluss zum 31. Dezember 2010 der Materiaux du Nord S.A., und der diesen Jahresabschluss betreffende Bericht des Aufsichtskommissars wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Münsbach, den 7. Oktober 2013.

Référence de publication: 2013140737/11.

(130171406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Marcami S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 143.377.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140733/9.

(130171183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Baffin (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.705.200,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 110.583.

—
Le bilan de la société au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013140353/12.

(130171798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Delta Information Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8245 Mamer, 9B, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 110.023.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013140481/10.

(130172061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Combourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 133.132.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013140459/10.

(130171223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

DdC Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2342 Luxembourg, 48-50, rue Raymond Poincaré.

R.C.S. Luxembourg B 121.215.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013140468/10.

(130171509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Dorel Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 152.110.

Je soussignée, Timea Orosz, résidant professionnellement au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, par la présente, démissionne de mon mandat de gérante de votre société, Dorel Luxembourg S.à r.l., (RCSL numéro B 152110) à compter du 3 juin 2013.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

Timea Orosz.

Référence de publication: 2013140470/11.

(130171951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Cogilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 66, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 104.387.

Les comptes annuels au 31.12.11 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-2210 Luxembourg, le 23 avril 2013.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013140458/11.

(130171781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Baltic Professional Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 151.529.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013140355/12.

(130171578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

NBIM Louis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 160.745.

NBIM LS 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.453.

NBIM LS 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.451.

NBIM LS 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.455.

NBIM LS 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.452.

NBIM LS 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.454.

NBIM LS 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.456.

—
COMMON DRAFT TERMS OF MERGER
(PROJET COMMUN DE FUSION)

In accordance with Articles 257 and following of the Luxembourg law dated 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”),

NBIM Louis S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 42,823,000 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160.745 (the “Absorbing Company”),

hereby duly represented by Paul Lamberts and Bengt Enge, managers of the Absorbing Company, duly empowered pursuant to a board of managers’ meeting of the Absorbing Company held on 7 November 2013,

AND:

NBIM LS 1 S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161.453 (“LS 1”),

hereby duly represented by Paul Lamberts and Bengt Enge, managers of LS 1, duly empowered pursuant to a board of managers’ meeting of LS 1 held on 7 November 2013,

AND:

NBIM LS 2 S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161.451 (“LS 2”),

hereby duly represented by Paul Lamberts and Bengt Enge, managers of LS 2, duly empowered pursuant to a board of managers’ meeting of LS 2 held on 7 November 2013,

AND:

NBIM LS 3 S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161.455 (“LS 3”),

hereby duly represented by Paul Lamberts and Bengt Enge, managers of LS 3, duly empowered pursuant to a board of managers’ meeting of LS 3 held on 7 November 2013,

AND:

NBIM LS 4 S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161.452 (“LS 4”),

hereby duly represented by Paul Lamberts and Bengt Enge, managers of LS 4, duly empowered pursuant to a board of managers' meeting of LS 4 held on 7 November 2013,

AND:

NBIM LS 5 S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161.454 ("LS 5"),

hereby duly represented by Paul Lamberts and Bengt Enge, managers of LS 5, duly empowered pursuant to a board of managers' meeting of LS 5 held on 7 November 2013,

AND:

NBIM LS 6 S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161.456 ("LS 6" together with LS 1, LS 2, LS 3, LS 4 and LS 5, the "Absorbed Companies" and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies"),

hereby duly represented by Paul Lamberts and Bengt Enge, managers of LS 6, duly empowered pursuant to a board of managers' meeting of LS 6 held on 7 November 2013,

have together established, in writing and under private seal, the following common draft terms of merger (the "Merger Project") relating to the merger by absorption of the Absorbed Companies by the Absorbing Company, following their dissolution without liquidation, in accordance with Articles 257 and following of the Law (the "Merger").

IT IS STATED AS FOLLOWS:

a) The Absorbing Company is entirely held by NBIM S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 8,248,402 and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 160.744 ("NBIM"), which holds all the 42,823,000 (forty-two million eight hundred twenty-three thousand) shares of the Absorbing Company having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

b) LS 1 is entirely held by the Absorbing Company, which holds all its 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

c) LS 2 is entirely held by the Absorbing Company, which holds all its 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

d) LS 3 is entirely held by the Absorbing Company, which holds all its 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

e) LS 4 is entirely held by the Absorbing Company, which holds all its 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

f) LS 5 is entirely held by the Absorbing Company, which holds all its 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

g) LS 6 is entirely held by the Absorbing Company, which holds all its 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

h) The Merging Companies are not subject of bankruptcy proceedings (procédure de faillite), proceedings relating to composition with creditors (concordat) or a similar procedure such as the suspension of payments (sursis de paiement), controlled management (gestion contrôlée) or proceedings instituting special management or supervision of the Merging Companies;

i) The Merging Companies do not have employees;

j) The Merger is subject to the approval of the Merger by (i) the extraordinary general meeting of shareholder of the Absorbing Company and (ii) the extraordinary general meeting of shareholder of each of the Absorbed Companies, all meetings to be held in front of a Luxembourg notary;

k) The Merger Project shall be registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) and published in the "Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations" in accordance with Articles 262 and 9 of the Law, at least one month before the date of the extraordinary general meetings of shareholders concerning each of the Merging Companies relating to the approval of the Merger;

l) None of the Absorbed Companies does hold any industrial and intellectual property rights, nor any ownership or other rights on assets other than collateral established on movable and immovable property enforceable vis-a-vis third parties on the conditions provided for in the specific laws governing such operations; and

m) The Merger Project is based upon the statutory annual financial statements of the Merging Companies as at 31 December 2012.

Thereupon, IT IS AGREED AS FOLLOWS:

Art. 1. Universal transfer of assets and liabilities. In accordance with Articles 257 and following of the Law, and in particular Article 274 of the Law:

a) Between the Absorbing Company and each of the Absorbed Companies and vis-a-vis third parties, any and all assets and liabilities of each of the Absorbed Companies shall be vested in the Absorbing Company and shall thereafter, as a result of an universal transfer, be the property of the Absorbing Company;

b) The Absorbing Company shall be liable for all rights and obligations of each of the Absorbed Companies, provided, however, that notwithstanding the foregoing, amounts owing between each of the Absorbed Companies and the Absorbing Company shall be cancelled for no consideration;

c) By operation of the Merger, each of the Absorbed Companies shall cease to exist following a dissolution without liquidation, so that thereafter any and all issued and outstanding shares in each of the Absorbed Company shall be cancelled as at the Effective Date (as such term is defined below);

d) The mandates of the managers of each of the Absorbed Companies shall be terminated as at the Effective Date (as such term is defined below). Full discharge to the managers of each of the Absorbed Companies shall be given in this respect; and

e) Each of the Absorbed Companies shall hand over to the Absorbing Company the originals of all their incorporating documents and related amendments, deeds, amendments, contracts/agreements and transaction of any kind, as well as the bookkeeping and related archives and any other accounting documents, titles of ownership or documentary titles of ownership of any assets, the supporting documents of the operations carried out, securities and contracts, archives, vouchers and any other documents relating to their assets and rights. Such documents shall be kept at the registered office of the Absorbing Company during the legal period.

Art. 2. Mandatory data to be mentioned pursuant to Article 261 of the Law. The following data shall be mentioned pursuant to Article 261 of the Law:

a) Legal form, name and registered office concerning each of the Merging Companies and those proposed for the company resulting from the merger:

(i) Details of the Absorbing Company are set out here before.

(ii) Details of each of the Absorbed Companies are set out here before.

(iii) Following the Merger, the Absorbing Company will maintain its legal form, name and registered office.

b) Modalities relating to the share exchange ratio, modalities relating to the allotment of shares in the Absorbing Company and date as from which those shares shall carry the right to participate in the profits and any special condition relating thereto:

(i) As each of the Absorbed Companies is fully held by the Absorbing Company no shares shall be issued by the Absorbing Company as a result of the Merger.

(ii) In accordance with Article 265 (3) of the Law, the sole shareholder of each of the Absorbed Companies, being the Absorbing Company, and the sole shareholder of the Absorbing Company, being NBIM will respectively renounce to their right to receive from the respective board of managers concerning each of the Merging Companies a detailed written report explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project.

(iii) In accordance with Article 266 (5) of the Law, the sole shareholder of each of the Absorbed Companies, being the Absorbing Company, and the sole shareholder of the Absorbing Company, being NBIM, will waive their right to have these common draft terms of merger examined by an independent expert and the subsequent expert report.

(iv) In accordance with Article 267 (1) of the Law, the sole shareholder of each of the Absorbed Companies, being the Absorbing Company, and the sole shareholder of the Absorbing Company, being NBIM, will waive their right to examine the interim financial statements concerning each of the Merging Companies.

c) Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or measures proposed thereto:

In the absence of shareholders having special rights and holders of securities other than shares, no right nor other measures will be granted by the Absorbing Company.

d) Special advantages granted to the experts referred to in Article 266 of the Law, to the members of the administrative, management, supervisory or control bodies of the Merging Companies:

None.

e) Date as from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company:

The operations of each of the Absorbed Companies shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company as from the Effective Date (as defined below).

Art. 3. Effective Date.

a) Between the Merging Companies, the Merger will enter into force and will produce the effects referred to in Article 272 of the Law as from the last date of the concordant extraordinary general meetings of shareholders concerning the Merging Companies approving the Merger (the "Effective Date").

b) The Merger shall be enforceable vis-a-vis third parties as from publication of the minutes of the extraordinary general meetings of shareholders concerning the Merging Companies approving the Merger in accordance with Articles 9 and 273 of the Law.

Art. 4. Availability of the Merger documentation at registered offices. The documents referred to in Article 267 paragraphs (1) a) and b) of the Law, namely:

- a) The Merger Project;
- b) The annual financial statements relating to the last two financial years concerning the Merging Companies, will be made available as from the date hereof for inspection of each shareholder at the respective registered offices of the Merging Companies.

Art. 5. Creditors' claims. According to the Law, the creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of publication of the extraordinary general meetings of shareholders concerning the Merging Companies to be held in front of a Luxembourg notary approving the Merger may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within 2 (two) months to the competent court to obtain adequate safeguard of collateral for any matured and unmatured debts, where the Merger would make such protection necessary.

Art. 6. Fiscal regime of the Merger. The Merger will be carried out between the Merging Companies in a tax neutral manner in accordance with articles 170 (2) and 171 (3) of the Luxembourg Income Tax Law.

For fiscal and accounting purposes, the Absorbing Company will value the assets and the liabilities received at their book value as appearing in the financial statements of the Absorbed Companies as of the Effective Date.

For fiscal purposes, the said assets and liabilities will be deemed to have been acquired by the Absorbing Company at the date of acquisition by the Absorbed Companies.

Art. 7. Miscellaneous. The Merger Project is governed by, and shall be construed in accordance with Luxembourg law. The courts of the City of Luxembourg shall have exclusive jurisdiction to settle any dispute which may arise out of or in connection with the Merger Project and that accordingly any proceeding, suit or action arising out of or in connection with the Merger Project may be brought in such courts.

The present document is worded in English followed by a French translation.

In case of discrepancies between the English and the French versions, the English version shall prevail.

The Merger Project shall be executed in 7 (seven) originals.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Conformément aux Articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»),

NBIM Louis S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 42.823.000 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.745 (la «Société Absorbante»),

ici dûment représentée par Paul Lamberts et Bengt Enge, gérants de la Société Absorbante, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil de gérance de la Société Absorbante tenue le 7 novembre 2013,

ET:

NBIM LS 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.453 («LS 1»),

ici dûment représentée par Paul Lamberts et Bengt Enge, gérants de LS 1, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil de gérance de LS 1 tenue le 7 novembre 2013,

ET:

NBIM LS 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.451 («LS 2»),

ici dûment représentée par Paul Lamberts et Bengt Enge, gérants de LS 2, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil de gérance de LS 2 tenue le 7 novembre 2013,

ET:

NBIM LS 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.455 («LS 3»),

ici dûment représentée par Paul Lamberts et Bengt Enge, gérants de LS 3, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil de gérance de LS 3 tenue le 7 novembre 2013,

ET:

NBIM LS 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.452 («LS 4»),

ici dûment représentée par Paul Lamberts et Bengt Enge, gérants de LS 4, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil de gérance de LS 4 tenue le 7 novembre 2013,

ET:

NBIM LS 5 S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.454 («LS 5»),

ici dûment représentée par Paul Lamberts et Bengt Enge, gérants de LS 5, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil de gérance de LS 5 tenue le 7 novembre 2013,

ET:

NBIM LS 6 S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.456 («LS 6» ensemble avec LS 1, LS 2, LS 3, LS 4 et LS 5, les «Sociétés Absorbées» et collectivement avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»),

ici dûment représentée par Paul Lamberts et Bengt Enge, gérants de LS 6, dûment autorisés en vertu d'une réunion du conseil de gérance de LS 6 tenue le 7 novembre 2013,

ont élaboré ensemble, par écrit et sous seing privé, le projet commun de fusion suivant (le «Projet Commun de Fusion») relatif à la fusion par absorption des Sociétés Absorbées par la Société Absorbante, par suite d'une dissolution sans liquidation, conformément aux Articles 257 et suivants de la Loi (la «Fusion»).

IL EST DECLARE CE QUI SUIVIT:

a) La Société Absorbante est entièrement détenue par NBIM S.à r.l. une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 8.248.402 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.744 («NBIM») qui détient la totalité des 42.823.000 (quarante-deux millions huit cent vingt-trois mille) parts sociales de la Société Absorbante ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

b) LS 1 est entièrement détenue par la Société Absorbante qui détient la totalité de ses 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

c) LS 2 est entièrement détenue par la Société Absorbante qui détient la totalité de ses 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

d) LS 3 est entièrement détenue par la Société Absorbante qui détient la totalité de ses 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

e) LS 4 est entièrement détenue par la Société Absorbante qui détient la totalité de ses 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

f) LS 5 est entièrement détenue par la Société Absorbante qui détient la totalité de ses 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

g) LS 6 est entièrement détenue par la Société Absorbante qui détient la totalité de ses 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

h) Les Sociétés Fusionnantes ne font pas l'objet d'une procédure de faillite, de concordat ou d'une autre procédure analogue telles que le sursis de paiement, la gestion contrôlée ou une procédure instituant une gestion ou surveillance spéciale des Sociétés Fusionnantes;

i) Les Sociétés Fusionnantes n'ont pas de salariés;

j) La Fusion est soumise à la condition de l'approbation de la Fusion par (i) l'assemblée générale extraordinaire de l'associé de la Société Absorbante et (ii) l'assemblée générale extraordinaire de l'associé de chacune des Sociétés Absorbées, établies par actes notariés;

k) Le Projet Commun de Fusion sera déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations conformément aux Articles 262 et 9 de la Loi, un mois au moins avant la date des réunions des assemblées générales extraordinaires des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes appelée à se prononcer sur la Fusion;

l) Aucune des Sociétés Absorbées ne détient ni de droits de propriété industrielle et intellectuelle, ni de droits réels autres que des sûretés réelles sur meubles et immeubles qui ne sont opposables aux tiers que dans les conditions spéciales qui régissent ces opérations; et

m) Le Projet Commun de Fusion est basé sur les comptes statutaires annuels des Sociétés Fusionnantes au 31 décembre 2012.

Au regard des déclarations qui précèdent, EST CONVENU CE QUI SUIVIT:

Art. 1^{er} . Transmission de patrimoine à titre universel. Conformément aux Articles 257 et suivants de la Loi, et notamment l'Article 274 de la Loi:

a) Tant entre la Société Absorbante et chacune des Sociétés Absorbées qu'à l'égard des tiers, l'ensemble du patrimoine actif et passif de chacune des Sociétés Absorbées sera transmis à titre universel à la Société Absorbante et sera par conséquent la propriété de la Société Absorbante;

b) La Société Absorbante sera responsable de tous les droits et obligations de chacune des Sociétés Absorbées, sous la condition toutefois que nonobstant ce qui précède les montants dus entre chacune des Sociétés Absorbées et la Société Absorbante seront annulés sans contrepartie;

c) Par l'effet de la Fusion, chacune des Sociétés Absorbées cessera d'exister par suite d'une dissolution sans liquidation, de sorte que toutes les parts sociales émises par chacune des Sociétés Absorbées seront annulées à la Date D'effet (telle que définie ci-après);

d) Les mandats des gérants de chacune des Sociétés Absorbées prendront fin à la Date d'Effet (telle que définie ci-après). Décharge entière sera accordée aux gérants de chacune des Sociétés Absorbées; et

e) Chacune des Sociétés Absorbées devra transférer à la Société Absorbante les originaux de tous documents relatifs à leur constitution, tous actes modificatifs, tous actes, avenants, contrats, accords et opérations de toutes sortes, ainsi que les livres comptables et archives y relatifs et tous autres documents comptables, titres de propriété de tous biens, justificatifs de toutes opérations réalisées, sûretés et contrats, archives, reçus et tous autres documents relatifs aux actifs et droits. Ces documents seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

Art. 2. Mentions obligatoires conformément à l'Article 261 de la Loi. Les informations suivantes doivent être mentionnées conformément à l'Article 261 de la Loi:

a) Forme juridique, dénomination et siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes ainsi que ceux envisagés pour la société issue de la fusion:

(i) Les détails relatifs à la Société Absorbante sont précités.

(ii) Les détails relatifs à chacune des Sociétés Absorbées sont précités.

(iii) Suite à la Fusion, la Société Absorbante conservera sa forme juridique, sa dénomination et son siège social.

b) Modalités relatives au rapport d'échange des parts sociales, modalités relatives aux remises des parts sociales de la Société Absorbante et date à partir de laquelle les nouvelles parts sociales de la Société Absorbante donnent le droit de participer aux bénéfices, ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit:

(i) Comme chacune des Sociétés Absorbées est entièrement détenue par la Société Absorbante aucune part sociale ne sera émise par la Société Absorbante en conséquence de la Fusion.

(ii) Conformément à l'Article 265 (3) de la Loi, l'associé unique de chacune des Sociétés Absorbées, à savoir la Société Absorbante et l'associé unique de la Société Absorbante, à savoir NBIM renonceront respectivement à leur droit de recevoir des conseils de gérance respectifs de chacune des Sociétés Fusionnantes un rapport écrit détaillé expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le Projet Commun de Fusion.

(iii) Conformément à l'Article 266 (5) de la Loi, l'associé unique de chacune des Sociétés Absorbées, à savoir la Société Absorbante et l'associé unique de la Société Absorbante, à savoir NBIM renonceront à leur droit d'avoir ce Projet Commun de Fusion examiné par un expert indépendant et au rapport d'expert subséquent.

(iv) Conformément à l'Article 267 (1) de la Loi, l'associé unique de chacune des Sociétés Absorbées, à savoir la Société Absorbante et l'associé unique de la Société Absorbante, à savoir NBIM renonceront à leur droit d'examiner les états financiers intérimaires concernant chacune des Sociétés Fusionnantes.

c) Droits assurés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales ou mesures proposées à leur égard:

En l'absence d'associés ayant des droits spéciaux et de porteurs de titres autres que des parts sociales, aucun droit ou autre mesure ne sera octroyé par la Société Absorbante.

d) Avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'Article 266 de la Loi, aux membres du conseil de gérance, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes:

Néant.

e) Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante:

Les opérations de chacune des Sociétés Absorbées seront considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à la Date d'Effet (telle que définie ci-après).

Art. 3. Date d'Effet.

a) Entre les Sociétés Fusionnantes, la Fusion entrera en vigueur et produira les effets prévus par l'Article 272 de la Loi à compter de la dernière date des assemblées générales extraordinaires concordantes des associés des Sociétés Fusionnantes décidant de la Fusion (la «Date d'Effet»).

b) La Fusion sera opposable aux tiers après la publication faite conformément aux Articles 9 et 273 de la Loi des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires d'associés des Sociétés Fusionnantes décidant de la Fusion.

Art. 4. Mise à disposition de la documentation relative à la Fusion aux sièges sociaux. Les documents visés à l'Article 267 paragraphes (1) a) et b) de la Loi, à savoir:

- a) Le Projet Commun de Fusion;
- b) Les comptes annuels des deux derniers exercices des Sociétés Fusionnantes;

seront disponibles pour inspection par chaque associé aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes à compter de la date des présentes.

Art. 5. Protection des créanciers. Conformément à la Loi, les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont la créance est antérieure à la date de publication des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires d'associés des Sociétés Fusionnantes devant être tenues devant notaire décidant de la Fusion peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois, demander au tribunal compétent la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où l'opération de Fusion réduirait le gage des créanciers.

Art. 6. Régime fiscal de la Fusion. La Fusion sera réalisée entre les Société Fusionnantes d'une manière fiscalement neutre conformément aux articles 170 (2) et 171 (3) de la loi luxembourgeoise sur l'impôt sur le revenu.

A des fins fiscales et comptables, la Société Absorbante évaluera les actifs et passifs reçus à leur valeur comptable telle qu'elle apparaît dans les états financiers des Sociétés Absorbées à la Date d'Effet.

A des fins fiscales, ces actifs et passifs seront réputés avoir été acquis par la Société Absorbante à la date d'acquisition par les Sociétés Absorbées.

Art. 7. Divers. Le Projet Commun de Fusion est régi et devra être interprété conformément à la loi luxembourgeoise. Les juridictions de la Ville de Luxembourg devront avoir une compétence exclusive pour connaître de tout litige relatif au Projet Commun de Fusion et que par suite, toute procédure, procès ou action relatifs au Projet Commun de Fusion devront être portés devant lesdites juridictions.

Le présent document est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française.

En cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Le Projet Commun de Fusion est signé en 7 (sept) originaux.

Signé à Luxembourg, le 7 novembre 2013.

Pour la société NBIM Louis S.à r.l.

Gérant / Gérant

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM Louis S.à r.l. le 7 novembre 2013 / Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM Louis S.à r.l. le 7 novembre 2013

Signature / Signature

Pour la société NBIM LS 1 S.à r.l.

Gérant / Gérant

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 1 S.à r.l. le 7 novembre 2013 / Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 1 S.à r.l. le 7 novembre 2013

Signature / Signature

Pour la société NBIM LS 2 S.à r.l.

Gérant / Gérant

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 2 S.à r.l. le 7 novembre 2013 / Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 2 S.à r.l. le 7 novembre 2013

Signature / Signature

Pour la société NBIM LS 3 S.à r.l.

Gérant / Gérant

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 3 S.à r.l. le 7 novembre 2013 / Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 3 S.à r.l. le 7 novembre 2013

Signature / Signature

Pour la société NBIM LS 4 S.à r.l.

Gérant / Gérant

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 4 S.à r.l. le 7 novembre 2013 / Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 4 S.à r.l. le 7 novembre 2013

Signature / Signature

Pour la société NBIM LS 5 S.à r.l.

Gérant / Gérant

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 5 S.à r.l. le 7 novembre 2013 / Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 5 S.à r.l. le 7 novembre 2013

Signature / Signature

Pour la société NBIM LS 6 S.à r.l.

Gérant / Gérant

Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 6 S.à r.l. le 7 novembre 2013 / Dûment autorisé en vertu d'une réunion du conseil de gérance de NBIM LS 6 S.à r.l. le 7 novembre 2013

Signature / Signature

Référence de publication: 2013155103/395.

(130190045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2013.

Liberté Marques S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.312.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of October.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

GENERAL MILLS HOLDING B.V., a private limited liability company organized and existing under the laws of the Netherlands, having its registered office in Amsterdam, the Netherlands and its business address at Herikerbergweg 198, Luna ArenA, 1101 CM, Amsterdam Zuidoost, the Netherlands, and registered with the Chamber of Commerce for Amsterdam under file number 33283810;

here represented by Mrs. Solange Wolter, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on October 10, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the person appearing and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which set forth in Articles 6.3, 6.6, 8 and 13 the specific rules applying to sole shareholder companies.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between it and the Company represented by it shall have to be established in writing.

Art. 2. Corporate purpose. The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not, without, however, offering such bonds, debentures or debt securities to the public.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not, without, however, offering them to the public.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company and may directly invest or acquire in any manner patents, trademarks, licenses, know how, copyright and other industrial, commercial or intellectual property or rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also license the right to use, sublicense, sell or dispose of the same, in whole or in part, and subcontract the management and development of the same.

The Company may further participate in the creation, development, management and control of any company and may license, sublicense, sell, use or dispose in any manner of any product, right, service or related asset.

The Company can finally perform all commercial, industrial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose, including any transactions on real estate or on movable property.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Corporate name. The name of this Company shall be: "LIBERTÉ MARQUES S.À R.L."

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is situated in Luxembourg.

It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 Subscribed share capital

The share capital amounts to twenty thousand Canadian Dollars (CAD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one Canadian Dollar (CAD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.2 Reserve - Share Premium Account

The Company shall maintain a share premium reserve account for the Company's shares (the "Share Premium Reserve Account"), and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid up on the Company's shares.

The shareholder(s) may also resolve to increase the amount of the Share Premium Reserve Account by way of a contribution or by incorporation of Company's available reserves, prescribed that all shareholder are present or represented at the meeting where such resolution is taken and that they unanimously vote in favor.

Amounts so recorded to the Share Premium Reserve Account will constitute freely distributable reserves of the Company for the sole benefit of the shareholder(s).

6.3 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

6.4 Profit participation

Each share entitles its holder to a fraction of the Company's assets and profits in direct proportion to the number of shares in existence.

6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint-owners shall appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 Appointment and removal

The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they shall constitute a board of managers, composed of manager(s) of category A and of manager(s) of category B.

Upon the appointment of any manager, other than a sole manager, that manager shall be designated by the shareholder(s) as a category A manager or a category B manager.

If at a time when there is a sole manager, a further manager is appointed, the shareholder(s) shall, at such time, in addition to designating the new managers as category A manager or category B manager, also designate the existing manager, to the extent not already categorised, as a category A manager or category B manager.

The manager(s) need(s) not to be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and may be dismissed ad nutum by the shareholder(s) of the Company.

7.2 Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose and provided the terms of this article shall have been complied with.

The Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its manager, and in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager of category A and a manager of category B.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

7.3 Powers

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

7.4 Procedures

The board of managers can discuss or act validly only if at least a majority of category A manager and a majority of category B manager is present or represented at the meeting of the board of managers.

The board meeting shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting, with necessarily a simple majority in each category of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. If managers are to participate in a board meeting by telephone or video conference call or by other similar means of communication, the communication shall be initiated by a participant in Luxembourg and a majority of the participants shall be physically in Luxembourg. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

7.5 Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing. Each contract entered into between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as all the shareholder(s) of the Company are present or represented at the meeting and that these decisions are adopted unanimously.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings is not mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 9. Notifications for shareholders' meeting. Shareholders meetings shall be convened at any time by any manager. Any shareholder may also convene shareholders meetings at any time.

Shareholders meeting shall be convened by serving notice in writing to the shareholder(s) and the statutory auditors of the Company at least two (2) weeks prior to the day on which the shareholders' meeting is scheduled to be held (other

than in the case of an adjourned meeting), unless all of the shareholders consent to the meeting being held on shorter notice.

The notice of the shareholder(s) meeting of the Company shall include an agenda identifying the matters to be discussed at the meeting together with copies of all relevant documents relating to the issues to be considered at the meeting.

In case a shareholders meeting has been convened by a shareholder, any other shareholder(s) may, by giving notice to the other shareholder(s) no later than five (5) calendar days before the date of the meeting, require other matters to be included for consideration at the meeting and in such a case, the other shareholder(s) shall be able, by giving notice to the other shareholder(s) no later than three (3) calendar days before the date of the meeting, require other matters to be included for consideration at the meeting.

Art. 10. Annual general Shareholders' meeting. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

Art. 11. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the company shall be supervised by one or more statutory auditors who need not to be shareholder, in accordance with Article 200 of the Law. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 12. Financial year - Annual accounts. The Company's financial year starts on the first of May of each year and ends on the thirtieth of April of the following year, with the exception of the first financial year which begins on the date of incorporation of the Company and terminates on April 30, 2014.

Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

Art. 13. Distribution of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five percent (5%) of the net profit of the Company shall be allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. This interim balance sheet may be reviewed by an independent auditor. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 14. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all the debts of and charges due from the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Art. 15. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, GENERAL MILLS HOLDING B.V., aforementioned declared to subscribe the entire share capital represented by twenty thousand (20,000) shares of one Canadian Dollar (CAD 1) each.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of twenty thousand Canadian Dollars (CAD 20,000) is at the disposal of the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at EUR 1,500.-

Resolution of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder adopted the following resolutions:

1. The Company shall be managed by the following managers:

Category A managers:

- Ms. Lutgarde Françoise A. DENYS, born on December 29, 1967 in Oostende, Belgium and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Franciscus W.J.J. WELMAN, born on September 21, 1963 in Heerlen, Netherlands and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Category B managers:

- Ms. Stéphanie JUNG-SCHUT, born on November 24, 1975 in Metz, France and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Patrick Leonardus Cornelis VAN DENZEN, born on February 28, 1971 in Geleen, Netherlands and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company shall be established at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this deed.

The deed having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seize octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

GENERAL MILLS HOLDING B.V., une société à responsabilité limitée organisée et existant valablement selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Amsterdam, Pays-Bas et son principal établissement au Herikerbergweg 198, Luna ArenA, 1101 CM, Amsterdam Zuidoost, Pays-Bas, et inscrite auprès du Registre de Commerce d'Amsterdam, sous le matricule 33283810;

ici représentée par Madame Solange Wolter, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 octobre 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec les autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.3, 6.6, 8 et 13, les règles particulières qui s'appliquent à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un associé unique, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Art. 2. Objet social. L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non, sans toutefois offrir ces obligations, titres d'emprunt ou titres de créance au public.

La Société peut procéder à l'émission de tous types d'actions, sûretés ou garanties rachetables ou non, sans toutefois pouvoir les offrir au public.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et peut directement ou indirectement créer, développer, investir ou acquérir des brevets, marques, licences, savoir-faire, droits d'auteur et autres droits de propriété industrielle, commerciale ou intellectuelle ou droits de toute nature ou origine que ce soit. La Société peut également accorder le droit d'utiliser, céder, vendre ou aliéner ces droits en tout ou en partie, et sous-traiter la gestion et le développement desdits droits.

La Société peut en outre participer à la création, développement, gestion et contrôle de toute société et peut accorder des licences, sous-licences, vendre, utiliser ou céder de quelque manière que ce soit, tout produit, droit, service ou actif.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle, technique ou financière, liées directement ou indirectement à ce qui précède, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination «LIBERTE MARQUES S.A R.L.».

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à vingt mille Dollars Canadien (CAD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Canadien (CAD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

6.2 Prime d'émission

La Société doit maintenir un compte de prime d'émission pour les parts sociales de la Société (le «Compte de Réserve de Prime d'Emission») et toute prime payée sur les parts sociales de la Société doit y être inscrite.

Les Associés peuvent également augmenter le montant du Compte de Réserve de Prime d'Emission par un apport ou par incorporation de réserves de la Société pourvu que tous les associés soient présents ou représentés à la réunion durant laquelle une telle décision est prise et que le vote soit unanime.

Les montants ainsi enregistrés sur le Compte de Réserve de Prime d'Emission constitueront une réserve librement disponible au seul bénéfice des associés.

6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.4 Participation aux profits

Chaque part sociale donne droit à son propriétaire à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Gérance.

7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de catégories A et de gérant(s) de catégories B.

Dès sa nomination, tout gérant autre que le gérant unique devra être désigné par l'associé unique ou les associés comme étant gérant de catégorie A ou gérant de catégorie B.

Si la Société ne compte qu'un seul gérant au moment où un second gérant est nommé, l'associé unique ou les associés, devra/ont en plus d'indiquer la catégorie à laquelle appartient ce nouveau gérant, indiquer celle du gérant existant.

Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Ils sont nommés et susceptibles d'être révoqués ad nutum par le(s) associé(s) de la Société.

7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.4 Procédures

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants de catégorie A et la majorité des gérants de catégorie B est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance doit être tenu au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel que précisé dans la convocation.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, avec obligatoirement une majorité simple dans chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Si les gérants participent à un conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication, la communication doit être initiée par un participant au Luxembourg et une majorité de participants doit être physiquement présente au Luxembourg. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit. Chaque contrat conclu entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre de parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par tous les associés présents ou représentés de manière unanime.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Notifications pour les assemblées générales des associés. Les assemblées générales sont convoquées à tout moment par n'importe quel gérant. Tout associé peut également convoquer une assemblée générale à tout moment.

L'assemblée générale des associés sera convoquée par notification écrite des associés et des commissaires aux comptes de la Société au moins deux (2) semaines avant la date à laquelle l'assemblée générale des associés est prévue (sauf dans le cas d'une assemblée reportée), à moins que tous les associés consentent à la tenue de l'assemblée dans un délai plus court.

La notification de l'assemblée générale des associés de la Société contient un ordre du jour indiquant l'ordre du jour de la réunion ainsi qu'une copie des documents relatifs à l'ordre du jour.

Dans le cas où une assemblée générale des associés a été convoquée par un associé, tout autre associé peut, en notifiant les autres associés au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date de la réunion, ajouter d'autres points à l'ordre du jour de ladite assemblée générale et dans un tel cas, les autres associés doivent être en mesure, en notifiant les autres associés au plus tard trois (3) jours calendaires avant la date de la réunion, d'ajouter d'autres points à l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Art. 10. Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée.

Art. 11. Vérification des comptes. Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir collégalement et former le conseil des commissaires aux comptes.

Art. 12. Exercice social - Comptes annuels. L'année sociale de la Société commence le premier mai de chaque année et se termine le trente avril de l'année suivante, à l'exception toutefois de la première année qui débute à la date de la formation de la Société et se termine le 30 avril 2014.

A la fin de chaque exercice social, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 13. Distribution des profits. Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à/aux associé(s) en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut décider de payer un acompte sur dividende, y compris durant le premier exercice social de la Société, pour autant que le bilan intérimaire préparé à cet effet indique que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution. Ce bilan intérimaire peut faire l'objet d'un rapport d'un réviseur indépendant. Le montant à distribuer ne peut excéder le total des profits depuis la fin du dernier exercice social, s'il en est un, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et montants à allouer à une réserve conformément aux exigences de la loi ou des présents statuts.

Art. 14. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après paiement de toutes les dettes et charges dues par la Société, y compris les frais de liquidation, le boni de liquidation sera distribué aux associés dans la même proportion et afin d'atteindre le même résultat économique que pour la distribution de dividende.

Art. 15. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription - Libération

Les Statuts ainsi établis, GENERAL MILLS HOLDING B.V., susnommée, déclare souscrire l'entièreté du capital social représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Canadien (CAD 1) chacune.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de vingt mille Dollars Canadiens (CAD 20.000) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.500,-

Décisions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique, a pris les résolutions suivantes:

1. La Société est administrée par les gérants suivants:

Gérants de catégorie A:

- Madame Lutgarde Françoise A. DENYS, née le 29 décembre 1967 à Oostende, Belgique, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; Grand Duché de Luxembourg;
- Monsieur Franciscus W.J.J. WELMAN, né le 21 septembre 1963 à Heerlen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Gérants de catégorie B:

- Madame Stéphanie JUNG-SCHUT, né le 24 novembre 1975, à Metz, en France, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; Grand Duché de Luxembourg.
- Monsieur Patrick Leonardus Cornelis VAN DENZEN, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de cette comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 octobre 2013. Relation: LAC/2013/48639. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Référence de publication: 2013153556/459.

(130187983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Challenger Public Relations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 181.398.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the second day of the month of October.

Before Maître Karine REUTER, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the "General Meeting") of the corporation with corporate seat in Curaçao under the denomination of

CHALLENGER PUBLIC RELATIONS N.V.

incorporated pursuant to a deed of Maître Miguel Lionel Alexander, civil law notary, in Curaçao, on 19 February 2013.

There appeared:

Mr Willem Pieter Jacobus van de Velde, born on 4 October 1952 in Bergen op Zoom, The Netherlands, having his private address at Red Bog Road, Dunshaughlin, Co. Meath, Ireland, duly represented by Freddy de Petter, private employee, professionally residing at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal (the "Sole Shareholder").

Said proxy, after having been initialled and signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party through its proxyholder has requested the notary to state that:

- he holds all the shares in the limited liability company, Challenger Public Relations N.V., incorporated and existing under the laws of Curaçao, registered with the Curaçao Commercial Register under the number 128679, with registered office at Abraham de Veerstraat 2, Curaçao (the Company);

- the Company has been incorporated pursuant to a notarial deed dated 19 February 2013; and
- the Company's capital is set at EUR 18,000 (eighteen thousand euros).

The appearing party, duly represented, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

1. Confirmation of the resolutions by the sole shareholder of Challenger Public Relation N.V. on 27 August 2013, which resolved, among others to transfer the registered office of the company from Curaçao to Luxembourg and to delegate to any director or officer all the powers to perform all the formalities and to effect all the registrations and publications as well in Curaçao as in Luxembourg, for the purpose of the transfer of the effective place of the registered office and the continuation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg.

2. Confirmation and acceptance of the Articles of Incorporation of "Challenger Public Relations S.à r.l." for the purpose of the conversion of the company's share capital and its transfer and continuation in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Confirmation of the transfer of the registered office to Luxembourg.

4. Approval of the balance sheet and the patrimonial statement of "Challenger Public Relations S.à r.l." as at 31 December 2012.

5. Confirmation of the registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

6. Appointment of the managers.

7. Miscellaneous.

The appearing party has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

(a) First resolution

The General Meeting confirms the resolutions taken by the sole shareholder of Challenger Public Relation N.V. on 27 August 2013, in Curaçao, which resolved, among others which resolved, among others:

«...

- the registered office of the company will be transferred from Curacao to Luxembourg;

...»

(b) Second resolution

The General Meeting resolves to confirm the name of the Company to be "Challenger Public Relations S.à r.l." and adopts the Articles of Incorporation of the Company, in form of a "société à responsabilité limitée", which after having been accepted and confirmed in accordance with the applicable provisions of Luxembourg law, will have henceforth the following wording:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 12 and 16 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "Challenger Public Relations S.à r.l.".

Art. 5. The registered office is established in the municipality of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at eighteen thousand euros (EUR 18,000) represented by 18,000 (18,000) shares (the Shares, and each individually a Share), each Share having a nominal value of one euro (EUR 1).

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 16 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall have the power to acquire shares in its own share capital, provided that the Company has sufficient distributable reserves to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of, and on the terms and conditions to be decided upon by the single partner or the general meeting of the partners, as the case may be. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the Articles shall apply in accordance with article 16 of the Articles.

Art. 12. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 13. The Company is managed by one or more managers who need not to be partners.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The manager(s) is(are) appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the partners, adopted by partners representing more than half of the share capital of the Company.

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of partners holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by joint signature of two managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented. Separate notice shall not be required for individual meetings held at time and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and provided that at least two managers are physically present (or deemed physically present). Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by the chairman and secretary of the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such

participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The minutes of the meeting will be signed by the chairman and secretary of the meeting.

The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 14. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name and on behalf of the Company.

Art. 15. An annual general meeting of the partners shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the partners may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than 25 (twenty-five) partners, resolutions of partners can be passed in writing by all the partners instead of being passed at general meetings. In this case, each partner shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 16. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 17. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2013.

Art. 18. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their shareholding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 20. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 21. In accordance with article 200 of the Law, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) partners. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 22. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

(c) *Third resolution*

The General Meeting confirms the transfer of the registered office to Luxembourg with effect from 20 September 2013, and the continuation of the Company in Luxembourg and its submission to Luxembourg Law as from this date onwards.

(d) *Fourth resolution*

The General Meeting approves the balance sheet and the opening patrimonial statement of the Company specifying all the patrimonial values as well as all the items of the Company's balance sheet, established as of 31 December 2012 and states that all the assets and all the liabilities of the Company, without limitation, remain in their entirety under the ownership of the Company, which continues to own all the assets and continues to be obliged by all the liabilities and commitments.

Said opening balance sheet, after signature ne varietur by the parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(e) *Fifth resolution*

The General Meeting confirms the registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

(f) *Sixth resolution*

The General Meeting resolves to appoint as managers of the Company for an undetermined period:

- a) Mr Willem van de Velde, entrepreneur, born on 4 October 1952 in Bergen op Zoom, The Netherlands with address at Red Bog Road, Dunshaughlin, Co. Meath, Ireland;
- b) Mr. Freddy De Petter, private employee, born on 29 August 1958 in Berchem, Belgium, with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg; and
- c) Mr Erik Johan Cornelis Schoop, private employee, born on 7 June 1970 in Amsterdam, with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at 1 pm.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately thousand six hundred Euro (EUR 1,600).

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the mandatory of the person appearing, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil treize, le deuxième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée Générale) de la société avec siège social à Curaçao sous la dénomination de

CHALLENGER PUBLIC RELATIONS N.V.

constituée par un acte reçu par Maître Miguel Lionel Alexander, notaire à Curaçao en date du 19 février 2013.

A comparu:

Mr Willem van de Velde, né le 4 octobre 1952 à Bergen op Zoom, des Pays-Bas, ayant son domicile à Red Bog Road, Dunshaughlin, Co. Meath, Ireland, représenté par Freddy de Petter, employée privée, demeurant professionnellement à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé (l'Associé Unique).

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- la comparante détient toutes les parts sociales de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination Challenger Public Relations N.V., immatriculée au Registre du Commerce de Curaçao sous le numéro 128679 avec siège social au Abraham de Veerstraat 2, Curaçao (la Société);

- la Société a été constituée en vertu d'un acte notarié du 19 février 2013; et

- le capital social de la Société est fixé à EUR 18,000 (dix-huit mille euros) représenté par 18,000 (dix-huit mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Le comparant, dûment représenté, reconnaît être entièrement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

1. Confirmation des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue en date du 27 août 2013 qui a décidé, entre autres, de transférer le siège social de Curaçao à Luxembourg et de déléguer à tout administrateur ou agent tous les pouvoirs pour accomplir toutes les formalités et procéder à toutes les inscriptions et publications tant à Curaçao qu'au Luxembourg en vue du transfert du siège social et de la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

2. Confirmation et acceptation des statuts de "Challenger Public Relations S.à r.l." concernant la conversion du capital social et son transfert et sa continuation au Grand-Duché de Luxembourg.

3. Confirmation du transfert du siège social à Luxembourg.

4. Approbation du bilan et de la situation patrimoniale de "Challenger Public Relations S.à r.l." établie au 31 décembre 2012.

5. Confirmation de l'établissement du siège social à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

6. Nomination des gérants.

7. Divers.

La comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

(a) Première résolution

L'Assemblée Générale extraordinaire confirme les résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue à Curaçao, le 27 août 2013 par lesquelles il a été décidé entre autres:

«...

- le siège social de la société sera transféré Curaçao à Luxembourg,

...»

(b) Deuxième résolution

L'Assemblée Générale confirme la dénomination de la société de «Challenger Public Relations S.à r.l.» et d'adopter les statuts de la société, sous la forme d'une «société à responsabilité limitée», lesquels après refonte totale de manière à les adapter à la loi luxembourgeoise, auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 12 et 16, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «Challenger Public Relations S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme dix-huit mille euros (EUR 18,000) représenté par dix-huit mille 18,000 parts sociales d'une valeur nominale de one euro (EUR 1) chacune.

Art. 7. Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 16 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables en suffisance.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des Statuts sont d'application selon l'article 16 des Statuts.

Art. 12. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 13. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Les gérants peuvent être nommés, révoqués et remplacés décision de l'assemblée générale des associés, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou représentés.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'à tout le moins deux de ses membres soient physiquement présents. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à une majorité simple. Les résolutions de la réunion seront signées par le président et le secrétaire de la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Les résolutions de la réunion seront signées par le président et le secrétaire de la réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue. Ces résolutions pourront être documentées par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé (s) par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 15. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique/des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la ville de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique/des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de 25 associés, les résolutions de l'associé unique/des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la/des résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, télégramme, télex ou email).

Art. 16. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

Art. 18. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 19. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 21. Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société doit nommer un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé lorsque l'exception prévue par l'article 69 (2) de la loi datant du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 22. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

(c) Troisième résolution

L'Assemblée Générale confirme le transfert, avec effet au 20 septembre 2013, du siège social de la Société à Luxembourg ainsi que la continuation de la Société à Luxembourg et sa soumission à la loi luxembourgeoise.

(d) Quatrième résolution

L'Assemblée Générale approuve le bilan et la situation patrimoniale d'ouverture de la Société, indiquant toutes les valeurs patrimoniales ainsi que toutes les rubriques du bilan de la Société établi à la date du 31 décembre 2012 et précise que tous les actifs et tous les passifs de la Société, tout compris et rien excepté, restent la propriété de la Société qui continue à détenir tous les actifs et à être obligée pour tout le passif et tous les engagements de la Société.

Ledit bilan d'ouverture, après signature ne varietur par les parties et le notaire instrumentaire, demeurera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

(e) Cinquième résolution

L'Assemblée Générale confirme l'établissement du siège effectif d'activité de la Société à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

(f) Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- a) M. Willem van de Velde, entrepreneur, né le 4 octobre 1952 à Bergen op Zoom, des Pays-Bas, ayant son domicile à Red Bog Road, Dunshaughlin, Co. Meath, Ireland;
- b) M. Freddy De Petter, employé privé, né le 28 août 1958 à Berchem, Belgique, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg; et
- c) M. Erik Johan Cornelis Schoop, employée privée, née le 7 juin 1970 à Amsterdam, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée à 13 heures.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille six cents euros (EUR 1.600.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signés: W. VAN DE VELDE, K.REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 8 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13056. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 29 octobre 2013.

Référence de publication: 2013155214/433.

(130190539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2013.

Farton Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 49.229.

Farton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 49.230.

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of the month of November;

Before Us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

- 1) Mr Yvan HELL, chartered accountant, residing professionally in Luxembourg acting on behalf of the board of directors of the company "FARTON HOLDINGS S.A.", named hereafter;

by virtue of a proxy given by the board of directors on 31 October 2013, such proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it;

and

2) Mr Yvan HELL, chartered accountant, prenamed,

acting on behalf of the board of directors of the company "FARTON S.A.", named hereafter,

by virtue of a proxy given by the board of directors on 31 October 2013, such proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing parties, represented as said before, requested the undersigned notary to record that the managers of the here-after called Absorbing Company and the board of managers of the here-after called Absorbed Company have adopted a common draft terms of merger as follows:

COMMON DRAFT TERMS OF MERGER

BETWEEN:

1) The public limited company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "FARTON HOLDINGS S.A.", established and having its registered office in L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg, section B, under number 49229,

incorporated pursuant to a deed Me Reginald NEUMAN, notary then residing in Luxembourg, on November 11, 1994, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 61 of February 7, 1995,

and whose articles of association have been amended several times and lastly pursuant to a deed of Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on November 19, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 252 of February 8, 2011,

(hereinafter referred to as the "Absorbing Company"),

AND

2) The public limited company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "FARTON S.A.", established and having its registered office in L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg, section B, under number 49230,

incorporated pursuant to a deed Me Reginald NEUMAN, notary then residing in Luxembourg, on November 11, 1994, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 61 of February 7, 1995,

and whose articles of association have been amended several times and lastly pursuant to a deed of Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on November 19, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 259 of February 8, 2011,

(hereinafter referred to as the "Absorbed Company").

The Absorbing Company and the Absorbed Company are hereinafter collectively referred to as the "Merging Companies".

WHEREAS:

(A) The corporate capital of the Absorbing Company is set out at fifty-two million five hundred and twenty-one thousand nine hundred and forty-five euro (EUR 52,521,945.-) divided into thirty-nine thousand two hundred eighty-six (39,286) shares without any par value. The corporate capital of the Absorbed Company is set out at fifty-two million five hundred and twenty-one thousand nine hundred and forty-five euro (EUR 52,521,945.-) divided into thirty-nine thousand two hundred eighty-six (39,286) shares without any par value.

(B) The Absorbing Company holds the entire corporate capital of the Absorbed Company.

(C) Neither the Absorbing Company nor the Absorbed Company have been dissolved or declared bankrupt or have applied for suspension of payments.

(D) The respective management bodies of the Merging Companies intend to merge the companies. Such merger will consist in the absorption of the Absorbed Company by the Absorbing Company (the "Merger").

(E) As a result of such Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Company will be transferred to the Absorbing Company and will be recorded in the accounts of the Absorbing Company at their fair market value and the Absorbed Company will be dissolved without liquidation.

(F) Given that the Absorbing Company is the sole member of the Absorbed Company holding 100 % of the latter's corporate capital, the Merger will be subject to the provisions of articles 278 to 280 of the law dated 10 August 1915 on Commercial Companies as amended (the "Law").

(G) The present common draft terms of merger is recorded in a notarial deed in compliance with the requirements of article 271 of the Law.

NOW, THEREFORE, THE MANAGEMENT BODIES OF THE MERGING COMPANIES SET OUT THE FOLLOWING TERMS OF MERGER:

I. Form, corporate denomination and registered office of the Merging Companies and those proposed for the company resulting from the Merger

The Merging Companies have the form, corporate denominations and registered office as set out here before.

Following the Merger, the Absorbing Company will maintain its form as a public limited company (société anonyme) and its corporate denomination will remain unchanged.

II. Date as from which the operations of the Absorbed Companies will be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Companies

The date as from which the transactions of the Absorbed Company will be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company is agreed to be September 30, 2013.

III. Contribution values

All assets and liabilities of the Absorbed Company will be transferred to the Absorbing Company and will be recorded in the accounts of the Absorbing Company at their fair market value, which will be fixed according to a report of an auditor.

IV. Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and/or to holders of securities other than corporate units or measures proposed towards them

The sole shareholder of the Absorbed Company does not hold any special rights and there are no holders of securities other than corporate units. Therefore, no special rights will be given and no compensation will be paid to anyone.

V. Special advantages granted to the independent auditors, or the members of the administrative, management, supervisory or controlling organs of the Merging Companies

No special advantages have been or will be granted to the independent auditors or the members of the administrative, management, supervisory or controlling organs of the Merging Companies or to any other person involved in the Merger.

Due to the fact that article 278 of the Law will be applicable to the Merger, an independent auditor report will not be required in this context. Therefore, no special advantages will be granted to any such independent auditor.

VI. Publication, shareholder's rights, effective date

According to the provisions of article 279 and article 262 of the Law, the present draft common terms of the Merger will be published in the National Official Gazette of the Grand-Duchy of Luxembourg for each of the Merging Companies at least one month before the operation of merger takes effect between the Merging Companies.

Further, all shareholders of the Absorbing Company will be entitled, at least one month before the operation takes effect as between the Merging Companies, to inspect the documents foreseen by article 267 of the Law at the registered office of the Absorbing Company.

Finally, one or more members of the Absorbing Company holding at least 5 % of the shares in the subscribed capital will be entitled during the period of one month before the operation takes effect as between the Merging Companies to require that a general meeting of the Absorbing Company be called in order to decide whether to approve the merger. The meeting will be convened in such a manner so as to be held within one month of the request for it to be held.

The Merger shall take effect upon publication in accordance with Art. 9 of the Law of a notary certificate recording that the conditions of Article 279 of the Law are fulfilled. Such certificate shall be established upon request of the Absorbing Company after expiration of one month following publication of the present draft terms of merger for both Merging Companies in the National Gazette of the Grand-Duchy of Luxembourg in accordance with Art. 9 of the Law provided that no general meeting of the Absorbing Company was called in accordance to article 279 of the Law.

VII. Keeping of the corporate documents and books of the Absorbed Company

The corporate document and books of the Absorbed Company will be kept at the registered office of the Absorbing Company for a period of five years starting as from the effective date of the Merger.

VIII. Directors and auditor of the Absorbed Company

The mandates of the directors and auditor of the Absorbed Company will terminate on the effective date of the Merger and they will be discharge in full for the performance of their duties during, and in connection with, their mandate from the date of their respective appointment until the effective date of the Merger.

IX. Costs and fees

Any costs and fees connected to the Merger and the setting-up and implementation of these common draft terms of Merger as well as accruing transaction tax and any other duties (if any) shall be borne by the Absorbing Company.

Attestation

The undersigned notary attests the legality of the present Common Terms of Merger in conformity with article 271 (2) of the Law.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version française de ce qui précède:

L'an deux mille treize, le cinquième jour du mois de novembre;

Par-devant Nous Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

1) M. Yvan Hell, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg

agissant au nom et pour compte du conseil d'administration de la société "FARTON HOLDINGS S.A.", désignée ci-après,

en vertu d'un pouvoir conféré par le conseil d'administration le 31 octobre 2013, lequel pouvoir, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

2) M. Yvan Hell, expert-comptable, prénommé,

agissant au nom et pour compte du conseil d'administration de la société "FARTON S.A.", désignée ci-après,

en vertu d'un pouvoir conféré par le conseil d'administration le 31 octobre 2013, lequel pouvoir, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Les parties comparantes, représentées de la manière décrite ci-dessus demandent au notaire d'acter que le conseil de gérance de la Société Absorbante et le conseil de gérance de la Société Absorbée ont approuvé le projet commun de fusion comme suit:

PROJECT COMMUN DE FUSION

ENTRE:

1) la société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand- Duché de Luxembourg "FARTON HOLDINGS S.A.", établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 49229,

constituée suivant acte reçu par Maître Reginald NEUMAN, notaire alors de résidence à Luxembourg, le 11 novembre c1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 61 du 7 février 1995,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et dernièrement suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, le 19 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 252 du 8 février 2011,

(ci-après dénommée la "Société Absorbante"),

ET

2) la société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand- Duché de Luxembourg "FARTON S.A.", établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 49230,

constituée suivant acte reçu par Maître Reginald NEUMAN, notaire alors de résidence à Luxembourg, le 11 novembre c1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 61 du 7 février 1995,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et dernièrement suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, le 19 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 259 du 8 février 2011,

(ci-après dénommée la "Société Absorbée").

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont ensemble ci-après désignées comme les "Sociétés".

CONSIDERANT QUE:

(A) Le capital social de la Société Absorbante est fixé à cinquante-deux millions cinq cent vingt et un mille neuf cent quarante-cinq euros (EUR 52.521.945,-), divisé en trente-neuf mille deux cent quatre-vingt-six (39.286) actions sans désignation de valeur nominale. Le capital social de la Société Absorbée est fixé à cinquante-deux millions cinq cent vingt et un mille neuf cent quarante-cinq euros (EUR 52.521.945,-), divisé en trente-neuf mille deux cent quatre-vingt-six (39.286) actions sans désignation de valeur nominale.

(B) La Société Absorbante détient la totalité du capital social de la Société Absorbée.

(C) Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont été dissoutes ni déclarées en faillite, ni se trouvent en état de cessation de paiement.

(D) Les organes respectifs de gestion des Sociétés ont l'intention de fusionner les deux sociétés. Cette fusion consistera dans l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (la "Fusion").

(E) Suivant cette fusion, la Société Absorbée transférera l'intégralité de ses actifs et passifs à la Société Absorbante, lesquels seront enregistrés dans les comptes de la Société Absorbante à leur juste valeur de marché et la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation préalable.

(F) Étant donné que la Société Absorbante est l'associé unique de la Société Absorbée et détient 100 % du capital social de cette dernière, la Fusion sera soumise aux énonciations des articles 278 à 280 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 Août 1915 modifiée (la "Loi").

(G) Le présent projet commun de fusion est enregistré sous forme d'acte notarié suivant les exigences de l'article 271 de la Loi.

SUR CE, LES ORGANES DE Gestion DES SOCIÉTÉS FUSIONNANTES ON FIXÉS LES MODALITÉS DE FUSION SUIVANTES:

I. Forme, dénomination et siège social des Sociétés et celles envisagés pour la société issue de la fusion

Suite à la Fusion, la Société Absorbante maintiendra sa forme juridique sous forme de société anonyme et sa dénomination sociale restera inchangée.

II. Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante

La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante est fixée au 30 septembre 2013.

III. Evaluation des apports

La Société Absorbée transférera l'intégralité de ses actifs et passifs à la Société Absorbante lesquels seront enregistrés dans les comptes de la Société Absorbante à leur juste valeur de marché. Cette valeur de marché sera déterminée sur la base d'un rapport d'expert.

IV. Droits assurés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou parts ou les mesures proposées à leur égard

L'associé unique de la Société Absorbée n'a pas de droits spéciaux et il n'y a aucun porteur de titres autres que des parts sociales. Aucun droit spécial ne sera conféré et aucune compensation ne sera payée.

V. Avantages particuliers attribués aux experts, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent

Aucun avantage particulier n'a été ou sera attribué aux experts, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des Sociétés ou à une personne impliquée dans la Fusion.

Étant donné que l'article 278 de la Loi sera applicable à la Fusion, un expert ou plus particulièrement, un réviseur d'entreprise ne sera pas requis dans ce contexte. En ce sens, aucun avantage spécial ne sera conféré à un tel réviseur d'entreprise.

VI. Publication, droits d'associé et date effective

Suivant les exigences de l'article 279 et de l'article 262 de la Loi, le présent projet commun de fusion sera publié au journal officiel du Grand-duché de Luxembourg pour chacune des Sociétés au moins un mois avant que l'opération de Fusion ne prenne effet entre les Sociétés.

De plus, tous les associés de la Société Absorbante ont le droit, un mois au moins avant que l'opération de Fusion ne prenne effet entre parties, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents prévus par l'article 267 de la Loi.

Finalement, un ou plusieurs associés de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% des actions du capital souscrit ont le droit de requérir pendant le délai d'un mois avant que l'opération prenne effet entre les Sociétés, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion. L'assemblée sera convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition

La fusion prendra effet après la publication faite conformément à l'article 9 de la Loi d'un certificat d'un notaire constatant que les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies. Un tel certificat sera établi à la requête de la Société Absorbante après l'expiration d'un mois suivant la publication du présent projet commun de fusion au journal officiel du Grand-duché de Luxembourg conformément à l'article 9 de la Loi pour chacune des Sociétés sous condition qu'aucune assemblée générale de la Société Absorbée n'a été convoquée conformément à l'article 279 de la Loi.

VII. Conservation des documents sociaux et des livres de la Société Absorbée

Les documents sociaux et les livres de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant une période de cinq ans à partir de la date effective de la Fusion.

Les mandats des administrateurs et commissaires aux comptes de la Société Absorbée expireront à la date effective de la Fusion et décharge leur sera donnée pour l'exercice de leurs devoirs au cours de, et en connexion avec, leur mandat à compter de leur date respective de nomination et jusqu'à la date effective de la Fusion.

VIII. Administrateurs et commissaire aux comptes de la Société Absorbée

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société Absorbée prendront fin à la date où la Fusion deviendra effective et décharge leur sera accordée pleinement à cette date pour l'exercice de leurs fonctions

pendant et en relation avec leurs mandats à compter de leur date de nomination respective jusqu'à la date où la Fusion deviendra définitive.

IX. Frais et dépenses

Les frais et dépenses liés à la Fusion et à la constitution et l'implémentation du présent projet commun de fusion ainsi que les impôts accumulés lors de la transaction et toute autre obligation (le cas échéant) seront pris en charge par la Société Absorbante.

Attestation

Le notaire instrumentant atteste la légalité du présent Projet Commun de Fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande desdites parties comparantes, il est précisé qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Hell, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 06 novembre 2013. Relation: RED/2013/1851. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 07 novembre 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013155302/260.

(130190405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2013.

Abano Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 57.900.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 9 août 2013

1. M. Frank PLETSCHE a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Georges SCHEUER a démissionné de son mandat de gérant.
3. M. Louis WALLERAND, administrateur de sociétés, né à Saint-Saulne (France), le 15 janvier 1986, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.
4. Mme Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ABANO SARL

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013140307/20.

(130171876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Am Neie Keller Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5555 Remich, 6, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 168.795.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013140323/10.

(130171395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Arran Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.232.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique de la Société en date du 3 octobre 2013 que la société BRE/Management 6 S.A. a démissionné en tant que gérant unique de la Société avec effet au 4 octobre 2013.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer la société BREDS Management S.A., société anonyme de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B180.408, en tant que gérant unique de la Société, avec effet au 4 octobre 2013 pour une durée indéterminée.

La Société est désormais gérée par la société BREDS Management S.A. en qualité de gérant unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013139487/20.

(130170372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

SOS - Aer Hëllef doheem, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 9, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 88.123.

—
AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den

Vor dem unterschriebenen Notar Patrick SERRES, mit Amtssitze zu Remich.

Ist erschienen:

Frau Barbara Maria Theresia HOFFMANN, Krankenschwester, geboren in Piesbach (Deutschland) am 12. Dezember 1959, wohnhaft in D-66701 Beckingen, Am Kapellenberg 3.

Diese Komparentin erklärt, dass sie alleinige Inhaberin ist sämtlicher Anteile des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "SOS - AER HELLEF DOHEEM", mit Sitz in L-5532 Remich, 9, rue Enz, gegründet unter der Firmenbezeichnung HELP-BETREUUNG ZU HAUSE S. à r. l. gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Tom METZLER, mit damaligem Amtssitz in Luxemburg-Bonnevoie am 12. Juli 2002, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1364 vom 20. September 2002.

Dies erläutert, hat die erschienene Partei den unterzeichneten Notar ersucht, das Folgende festzustellen:

I. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR), eingeteilt in hundert (100) Anteile mit einem Nennwert von je einhundertfünfundzwanzig Euro (125.- EUR) vollständig eingezahlt.

II. Der Gesellschafter beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen.

III. Der Gesellschafter hat umfassende Kenntnis von der Satzung der Gesellschaft und der finanziellen Situation der Gesellschaft.

IV. Der Gesellschafter erteilt dem Geschäftsführer der Gesellschaft volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates vom Zeitpunkt der Ernennung bis einschließlich dem Datum der vorliegenden Urkunde.

V. Der Gesellschafter erklärt, dass die Gesellschaft ihre Geschäftstätigkeit eingestellt hat und ihre bekannten Verbindlichkeiten beglichen wurden.

Der Gesellschafter übernimmt sämtliche Aktiva der Gesellschaft und erklärt ausdrücklich, dass er alle ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft persönlich übernehmen wird. In diesem Zusammenhang erklärt er mit seinem persönlichen Eigentum für diese Verbindlichkeiten aufzukommen.

VI. Der Gesellschafter erklärt jede andere erforderliche Maßnahme durchführen, um alle Aktiva und/oder Passiva der Gesellschaft auf sich zu übertragen.

VII. Nachfolgend wird die Gesellschaft hiermit aufgelöst und die Liquidation der Gesellschaft ist beendet.

VIII. Die Bücher und Schriften der aufgelösten Gesellschaft sind für die Dauer von fünf (5) Jahren ab dem Datum der vorliegenden Urkunde in D-66701 Beckingen, Am Kapellenberg 3 aufzubewahren.

136272

Erklärung

Die erschienene Partei erklärt hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt ist und bestätigt dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

Die vorliegende Urkunde wurde in Remich am eingangs genannten Tag erstellt.

Nach Verlesung und Erklärung wurde die vorliegende Urkunde von dem Komparenten, dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, und dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: B. HOFFMANN, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 26 septembre 2013. Relation: REM/2013/1687. Reçu soixante-quinze euros 75.-€.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 3. Oktober 2013.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013139452/48.

(130169776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Reig Capital Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.782.

—
Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 9 septembre 2013

1. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

2. M. Eric MAGRINI a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

3. M. Anthony AUDIA, administrateur de sociétés, né à Moyeuve-Grande (France), le 8 octobre 1987, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

4. Mme Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née à Caracas (Venezuela), le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Reig Capital Group S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013140065/20.

(130170866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

DHC Luxembourg V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 123.613.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 8 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140482/10.

(130171749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

MC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 103.322.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140742/9.

(130171408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.